

« A gauche, besoin d'optimisme ! »

Intervention de Manuel Valls

Théâtre Michel, lundi 29 juin 09

Mesdames, Messieurs,
Mes chers amis,

Je veux vous remercier d'être aussi nombreux ce soir pour poser ensemble les premières bases d'un projet fort, crédible et nouveau. Comme vous, j'ai apprécié les interventions de nos quatre témoins : Didier Lockwood, François Leclercq, Caroline Werkoff et Gontran Lejeune.

Face à une droite unie, omniprésente, brouillant les clivages politiques mais n'ayant pas de cap pour le pays, il y a urgence à transformer la gauche, à construire cette gauche moderne et combative, cette gauche audacieuse et innovante que les Français attendent.

Le faire dans ce théâtre populaire – et je remercie Didier Caron, son directeur, de nous recevoir – est un appel à l'imagination et à l'inventivité.

Introduction : la crise d'identité de la gauche

Le recul massif de la gauche lors du scrutin du 7 juin a révélé, comme nul autre, la gravité de la crise traversée par la social-démocratie en Europe. Alors que les règles du capitalisme sont partout remises en cause par la récession mondiale, que la crise a disqualifié le modèle néo-libéral, la gauche n'a pas su convaincre qu'elle pouvait refonder notre système sur des bases plus saines. Par delà les explications nationales et les raisons conjoncturelles, ce cinglant désaveu sanctionne la confusion dans laquelle se trouve la gauche.

Depuis la chute du Mur de Berlin, la gauche peine, en effet, à redéfinir un projet global et cohérent. Longtemps, l'existence du bloc soviétique lui a permis de se présenter comme le versant lumineux de la force obscure. Il s'agissait alors, disait-on, de « *mettre au service de l'espérance révolutionnaire, les moyens du réformisme* ». Par la démocratie et dans le respect des libertés individuelles, fidèle aux convictions exprimées par Léon Blum au Congrès de Tour en 1920, la gauche voulait tendre, pas à pas, vers l'idéal de société dévoyé de l'autre côté du rideau de fer.

Point d'équilibre entre libéralisme et communisme, la gauche a perdu cette position privilégiée avec l'effondrement du modèle soviétique. Laisée seule contre le capitalisme, elle a été ébranlée dans ses certitudes par l'obscurcissement soudain du sens de l'Histoire. Comme l'explique François Furet, « *l'idée d'une autre société est [alors] devenue presque impossible à penser* ». Dépouillée de la perspective finale d'une société sans classe, la gauche doit désormais se contenter d'un compromis social-démocrate conçu, à l'origine, comme un simple moyen et une transition provisoire.

Et encore ! Ce projet de repli est-il en passe – lui aussi ! – de lui échapper ! Sa réalisation même, en Europe occidentale, conduit en effet à son épuisement. En ce début de siècle, le compromis social-démocrate élaboré après-guerre fait globalement consensus : il ne suffit plus à identifier la gauche car la droite n'entend pas attaquer ses fondements.

Pire, c'est la gauche qui se révèle aujourd'hui incapable de régénérer l'Etat-providence en l'adaptant aux réalités de notre époque ! Faute d'affronter les conséquences de la mondialisation de l'économie et de l'individualisation de la société, la gauche s'enferme dans une vision dépassée du monde. Déboussolée par ses défaites, elle abandonne des valeurs qui devraient rester les

siennes – je pense notamment au travail, à la nation et à la sécurité – et s'accroche, à l'inverse, à des dogmes devenus sans objet.

Ce constat vaut, tout particulièrement, pour les socialistes français incapables, depuis 25 ans, de tirer les conséquences théoriques de leur pratique du pouvoir. Le tournant économique et monétaire opéré en 1983 n'a, en effet, jamais été vraiment reconnu au plan idéologique. Considérée comme une simple « parenthèse », l'acceptation de l'économie de marché a pourtant bel et bien sonné « la fin de l'utopie socialiste »¹. Loin d'établir la synthèse jaurésienne entre le réel et l'idéal, la gauche française opère donc, au contraire, une distinction permanente entre l'exercice des responsabilités (fatalement mâtiné de pragmatisme) et la théorie (merveilleusement préservée dans sa virginité).

Après nos trois échecs consécutifs à l'élection présidentielle, la sévérité de notre dernière défaite électorale nous oblige – sous peine des plus graves dangers – à trancher nos contradictions pour résoudre enfin notre crise d'identité.

I. Qu'est ce qui distingue encore la gauche de la droite ?

1. Au cœur du clivage : l'appréciation opposée de l'origine des inégalités

« Depuis son apparition à la fin du 18^{ème} siècle, la distinction entre gauche et droite est restée ambiguë et difficile à définir avec précision, tout en refusant obstinément de disparaître » (Anthony Giddens). De fait, ces deux termes ont recoupé des significations fort différentes au cours de leur histoire. Libérale sous l'Ancien Régime, la gauche est devenue successivement républicaine, radicale puis socialiste au fil des deux derniers siècles.

Aujourd'hui, le clivage gauche/droite s'est en partie brouillé sous l'effet du partage progressif d'un grand nombre de valeurs et de conquêtes. Qu'il s'agisse de droits individuels ou de règles collectives, beaucoup font désormais l'objet de ce qu'il est convenu d'appeler « un consensus républicain ». Tous ceux – dont je suis – qui conçoivent la démocratie comme la recherche commune d'un équilibre ne peuvent que s'en réjouir.

Pour autant, le clivage gauche/droite reste pertinent dans ce qu'il a de plus essentiel, à savoir les appréciations différentes de l'origine des inégalités entre les hommes. Considérant l'individu *de manière abstraite*, la droite estime que les inégalités tiennent, avant tout, aux différences innées des compétences et qu'elles sont donc le produit inéluctable de la vie. A l'inverse, considérant l'individu *dans son milieu*, la gauche estime que les inégalités tiennent, en priorité, à la répartition inéquitable du capital social et culturel et qu'elles sont donc le produit contingent de la société. Pour le dire avec d'autres mots, la droite tend à naturaliser les rapports sociaux, la gauche à les socialiser.

Cette distinction est fondamentale car elle rejait sur l'idée même que la gauche et la droite se font de l'action politique. Pour la gauche, les inégalités sont une injustice contre laquelle il faut se mobiliser ; pour la droite, elles sont une fatalité contre laquelle personne ne peut guère.

Certes, aujourd'hui, cette opposition pure et parfaite a perdu un peu de sa superbe ; gauche et droite s'accordent désormais, *grosso modo*, pour reconnaître qu'un individu est, à la fois, le produit de lui-même et de son milieu. Néanmoins, gauche et droite se distinguent encore – et c'est l'essentiel – par l'endroit où elles placent l'aiguille entre la contrainte sociale et la responsabilité individuelle.

2. Du vieil au nouveau projet de la gauche (question du but)

Comment la gauche peut-elle définir son projet sur la base de cette ligne de clivage ?

a) Le vieux projet de la gauche : la société alternative

Pendant plus d'un siècle, la gauche a voulu traiter le problème d'une manière radicale : puisque les inégalités étaient mécaniquement déterminées par les différences sociales, elles ne pouvaient trouver leur solution que dans l'espace d'une « *société sans classe* ». Portée par le prestige intellectuel du marxisme, l'utopie de « *la société sans classe* » a donc longtemps borné l'horizon de l'ensemble de la gauche. Qu'elles aient été révolutionnaire ou réformiste, elles prétendaient l'une et l'autre offrir – à plus ou moins long terme – une alternative globale à la société capitaliste.

La faillite planétaire de ce projet a plongé les gauches – et singulièrement la gauche française – dans ce que Zaki Laïdi et Gérard Grunberg appellent très justement « *le pessimisme social* » : « *après avoir longtemps incarné l'espérance, expliquent-ils, la gauche a cessé de le faire, pour renvoyer à une opinion publique, angoissée et désorientée par les mutations rapides de son environnement, une vision [crépusculaire] du futur* ».

Faute de pouvoir définir un nouveau projet pour l'avenir, la gauche croit pouvoir réaffirmer sa volonté en s'opposant, coûte que coûte, aux principales évolutions du monde contemporain. Être de gauche, désormais, pour certains, c'est vouloir reconstruire à l'identique ce qui a été détruit ; c'est vouloir réparer tous les dégâts de la société libérale – sans jamais considérer, au mépris des règles élémentaires de la dialectique, la part positive et inéluctable des évolutions en cours !

Mentalement enfermée dans le pessimisme, la gauche est victime du syndrome du « Fort Alamo ». Elle ne retrouve plus son orgueil qu'en s'imaginant menacée de toute part par les assauts de « *l'ultralibéralisme* ». Ce qu'elle propose aux électeurs, c'est de venir la rejoindre entre les murs de la citadelle assiégée ; c'est de participer à sa lutte désespérée contre les vagues de fond de la mondialisation. La gauche voudrait ainsi leur faire oublier la vacuité de son projet dans l'ivresse de l'épopée.

Hélas, une telle perspective ne peut enflammer qu'un nombre toujours plus réduit de militants ! Face à la crise mondiale qui pourrait les précipiter dans le chômage, nos concitoyens veulent, pour leur part, entendre des messages d'espoir. En prise avec les difficultés de la vie quotidienne, ils n'ont nul besoin d'entendre Cassandre leur dire que demain sera bien pire. Loin de se complaire dans les lamentations, ils veulent au contraire retrouver des raisons d'être optimiste ! Le succès des listes d'*Europe Ecologie* prouve que la gauche peut à nouveau séduire lorsqu'elle a la verve et la bonne humeur d'un éternel jeune homme sexagénaire !

Sur la base de sa ligne de clivage avec la droite, il est donc grand temps que la gauche entreprenne de redéfinir un projet qui puisse, à nouveau, susciter le désir et l'espérance. Il lui faut dessiner, comme l'y invitait déjà Camus, « *une autre utopie, plus modeste et moins ruineuse* » : « *les hommes qui désirent aujourd'hui changer efficacement le monde, écrivait-il, ont à choisir entre les charniers qui s'annoncent, le rêve impossible d'une histoire tout d'un coup stoppée, et l'acceptation d'une utopie relative qui laisse une chance à la fois à l'action et aux hommes* ».

b) Le nouveau projet de la gauche : l'autonomie individuelle

Pour lutter contre les inégalités sociales, la gauche doit renoncer aux prétentions grandioses et préférer les voies plus humbles et plus fécondes de « *l'optimisme du possible* ». Plutôt que de proposer, pour tous, un modèle de société égalitaire, elle doit s'efforcer d'aider chacun « *à se frayer un chemin à travers les difficultés de notre temps* » (Anthony Giddens). S'il n'y a plus d'alternative globale au système capitaliste et à l'économie de marché, il reste, en revanche, une multitude de processus capables d'élargir, pour chaque individu, la palette des choix possibles. La

gauche ne réduira pas les inégalités par une attaque frontale des bases sociales mais par une meilleure redistribution des chances !

L'horizon historique de la gauche n'est donc plus la marche collective vers le bonheur universel ; c'est le foisonnement des chemins vers l'autonomie individuelle. Trop longtemps, la gauche s'est plu à considérer l'individu comme un majeur sous tutelle. Au nom de sa conscience aiguë des contraintes sociales, elle a souvent surestimé le poids des déterminismes. Et en bonne « avant-garde éclairée », elle pensait devoir assumer seule l'émancipation des masses laborieuses.

L'échec de ce prométhéisme – je l'ai dit – a conduit au renversement total des perspectives. Constatant son impuissance à changer radicalement la société pour effacer les inégalités, la gauche a sombré dans le pessimisme et réduit sa conception du progrès au sauvetage de ses conquêtes ou à la gestion gouvernementale.

Il nous faut désormais, mes chers amis, défendre une vision plus ouverte des transformations sociales. Ces dernières ne sont pas seulement – comme le croyaient les marxistes – le produit automatique des rapports de production ! Comme le prouve l'exemple éclatant d'Internet, elles peuvent également être le fruit imprévu d'initiatives individuelles et de glorieux hasards... L'Histoire n'est écrite ni par les forces mécaniques, ni par une poignée « d'ennemis du peuple ». L'Histoire est le croisement perpétuel de la nécessité et de la contingence !

Au cours du 20^{ème} siècle, la gauche a nié cette part de contingence car elle lui semblait jeter une ombre sur sa mission historique. En ce début du 21^{ème}, il est temps qu'elle la réhabilite pour dégager de nouvelles perspectives au progrès social. Plutôt que de vouloir contenir, à tout prix, les évolutions imprévues qui déstabilisent « les acquis », elle doit engager toutes ses forces pour les accompagner au mieux. Plutôt que de vouloir figer les individus dans des statuts faussement protecteurs, elle doit leur garantir les moyens de s'adapter aux situations nouvelles.

Avec Pascal Lamy à l'OMC et Dominique Strauss-Kahn au FMI, la gauche française a la chance exceptionnelle d'avoir deux éminents représentants à la tête des plus importantes organisations internationales. Qu'elle utilise leurs expériences pour réfléchir aux moyens de profiter des effets positifs d'une mondialisation désormais irréversible ! C'est en s'appuyant sur des compétences de ce genre, en regardant le monde tel qu'il est – frappé par une crise économique et financière, une crise énergétique, une crise alimentaire – un monde plus instable que jamais, mais à la recherche d'une nouvelle gouvernance, de nouveaux équilibres – en construisant la « *démocratie-monde* », qu'elle parviendra à s'arracher à son pessimisme mortifère et à bâtir une alternative à la toute puissance du marché qui a vécu.

Pour la gauche de notre époque, l'enjeu se résume finalement en ces termes : transformer chaque mutation économique et sociale en occasion d'accroître l'autonomie personnelle par le jeu réciproque de la responsabilité individuelle et de la solidarité collective. D'après les résultats de la dernière enquête *La France à travers ses valeurs*, cette perspective historique rejoint d'ailleurs l'aspiration d'une majorité toujours plus large de nos compatriotes. Aujourd'hui, les individus attendent qu'on leur fournisse des instruments pour développer *leurs propres projets en société* bien plus qu'ils espèrent qu'on leur délivre *un projet de société*.

3) A nouveau projet, nouvelle méthode (question de la méthode)

Considérer que l'individu est aujourd'hui suffisamment mûr pour saisir les opportunités qu'on lui ouvre implique, pour la gauche, une révision radicale de sa manière de s'adresser à lui. Elle l'oblige à renoncer aux facilités de la démagogie pour renouer avec une méthode qui fut déjà celle de Pierre Mendès-France et de Michel Rocard ; une méthode qui consiste à faire de la pédagogie la marque et le but de ses discours. Quoiqu'il en coûte aux ardeurs militantes, la gauche devra désormais privilégier, en toute circonstance, la rigueur éthique au style épique.

Croire assez en nos concitoyens pour voir dans la politique une pédagogie semblera, sans doute, à quelques uns, un exercice bien austère... C'est pourtant la seule façon de dégager des marges pour une action publique efficace. Comme l'expliquait encore Albert Camus, ce n'est qu'« *aussi longtemps que la vérité sera acceptée pour ce qu'elle est et telle qu'elle est, qu'il y aura place pour l'espoir* ».

Cette éthique de la vérité a, bien sûr, des applications concrètes innombrables. Mais je voudrais, ce soir, en signaler deux à votre attention tant elles me paraissent décisives pour la crédibilité de la gauche.

a) Première application : la vérité sur l'état des comptes de la France, le grand emprunt et la réforme des retraites

La première est relative à l'état de nos comptes publics. Le niveau dramatique de leurs déficits oblige la gauche à dire la vérité aux Français : au cours des prochaines années, il faudra redéployer les moyens budgétaires et réduire les dépenses de l'Etat de l'ordre de 70 milliards d'€. Les politiques budgétaires conduites par la droite depuis 7 ans ont en effet conduit notre pays à un taux d'endettement insupportable qui frôle les 1 300 milliards d'euros, soit 70% du PIB.

Pour autant, dans le contexte de forte crise économique, la gauche aurait tort de rejeter d'emblée l'idée d'un grand emprunt national. Je pense en effet qu'un tel emprunt pourrait dégager, à terme, d'importantes recettes supplémentaires pour l'Etat dès lors que 50 milliards d'€ seraient consacrés à l'innovation et à la recherche, 50 autres à la formation et à la qualification et 50 derniers aux grands travaux et à la croissance verte.

Mais il y a une condition à remplir dans le même temps pour résorber durablement les déficits des collectivités publiques : la gauche devra porter l'exigence d'une réforme structurelle de l'Etat (à travers une nouvelle étape décisive de la décentralisation, lisible par les citoyens, avec moins de niveaux de collectivités et qui doit aussi se traduire par une véritable émancipation économique, sociale et culturelle de l'outre-mer) et d'une véritable révolution de la fiscalité nationale et locale favorable aux classes moyennes et populaires : suppression du bouclier fiscal, refonte de la Taxe Professionnelle et de la Taxe d'Habitation.

L'Etat doit désormais assumer une nouvelle tâche : réhabiliter le temps long contre « le court-termisme » du capitalisme financier et tracer des perspectives pour plusieurs décennies. La régulation doit permettre de prévenir, d'anticiper, plutôt que de réagir, d'empêcher et non seulement de corriger. L'objectif de cet Etat prévoyance – et de nos services publics – est d'adapter les stratégies et les ressources du pays aux grandes évolutions du monde et de la société (vieillesse de la population, financement de la dépendance et de l'hôpital, santé, gestion des flux migratoires, formation des individus, stratégie industrielle, épuisement des réserves énergétiques...).

Dans le même esprit, s'agissant des comptes sociaux, nous devons également reconnaître que leur état critique justifie, à brève échéance, une profonde réforme de notre système de retraites pour l'adapter au « papy boom ». Le rôle de la gauche n'est pas de nier les évidences du choc démographique, de l'allongement de l'espérance de vie et du déséquilibre entre actifs et inactifs ; il est d'imaginer les conditions qui mettront cette évolution incontournable au service de la justice sociale et de l'autonomie individuelle.

L'équité recommande d'établir des différences lorsque l'application stricte du principe d'égalité créerait des injustices. En la matière, il est d'abord indispensable de prendre en compte, métier par métier, la question de la pénibilité du travail. Selon les catégories socio-professionnelles, l'espérance de vie varie en effet de 9 ans. Et par ailleurs, il est fondamental que des efforts considérables soient déployés en faveur de l'emploi des seniors dont le taux d'activité, en France, est l'un des plus bas d'Europe.

Une fois ces deux conditions préalables remplies, la gauche pourra alors défendre le principe d'un allongement du nombre d'annuités en proposant la mise en place d'un système de retraite par points inspiré du modèle suédois. En intégrant dans le décompte des annuités, les années de formation, les congés parentaux et le degré de pénibilité du travail – car celles et ceux qui ont commencé à travailler jeunes sont souvent des ouvriers –, un tel système permet à l'individu de mieux maîtriser l'âge et les conditions de son départ en retraite. Si nous n'avons pas le courage d'assumer cette réforme, si nous préférons restés bloqués sur « l'acquis » des 60 ans, nous serons balayés en 2012 comme nous l'avons déjà été en 2002 et en 2007.

b) Seconde application : la vérité sur Nicolas Sarkozy

La seconde application de cette éthique de la vérité que je souhaite évoquer ce soir, est d'ordre plus général et concerne notre mode d'opposition à la droite au pouvoir. L'anti-sarkozysme est latent dans notre pays : il se diffuse dans différentes couches sociales et s'expliquent, parfois, pour des raisons contradictoires.

La gauche n'a donc, selon moi, nul besoin d'en rajouter dans ce registre. Je pense même qu'elle se fourvoie lorsqu'elle veut forcer le trait. Cette stratégie a en effet, selon moi, un double effet pervers. D'une part, elle grandit le personnage en faisant de lui un demiurge qui ose tout – alors qu'il s'agit simplement et très souvent d'un habile démagogue. D'autre part – et surtout – elle affaiblit la crédibilité de la gauche en l'obligeant aux outrances de ceux qui craignent tout.

Je suis convaincu que les critiques de la gauche seront à nouveau écoutées lorsqu'elles ne seront plus systématiques et qu'elles seront concentrées sur les authentiques lignes de clivage et les vrais échecs de la droite. Nous avons ainsi raison de marteler que le paquet fiscal constitue le péché originel du sarkozysme ; son injustice est patente au plan social et son inefficacité est évidente au plan économique. Et nous savons tous la colère des salariés séduits un moment par le « *Travailler plus pour gagner plus* » et qui aujourd'hui, comme à Gandrange, se retrouvent au chômage. De même, nous devrions insister davantage sur toutes les réformes ratées depuis 2007 ; elles sont nombreuses et André Zylberberg et Pierre Cahuc en ont dressé un bilan sans appel dans leur dernier ouvrage.

N'exagérons donc pas nos critiques en présentant le Chef de l'Etat, par exemple, comme un Bonaparte en puissance ! A la conception conflictuelle du pouvoir de Nicolas Sarkozy, la gauche doit opposer une conception apaisée de son exercice. C'est en s'adressant aux intelligences individuelles et non aux passions collectives, qu'elle fera partager les objectifs de ses propres réformes et qu'elle retrouvera sa crédibilité. Construire une communauté de valeurs positives, c'est ce qu'a fait Barack Obama. C'est là que doit se situer notre source d'inspiration.

4. La traduction concrète du projet de la gauche (question des moyens)

La définition d'un nouveau projet et d'une nouvelle méthode ne permettra pas, à elle seule, de regagner la confiance de nos compatriotes. Il faudra encore les traduire – bien évidemment – en propositions précises et concrètes. Et c'est à cet effort que nous devons employer toute notre énergie, d'ici 2012, car c'est précisément là que notre crédibilité est aujourd'hui la plus faible. Et c'est à cette tâche que je veux me vouer.

Si les français croient toujours aux différences de valeurs entre la gauche et la droite, ils doutent, par contre, de notre capacité à les inscrire dans le réel. Qu'il s'agisse de rapports de l'INSEE ou d'études universitaires, de multiples analyses soulignent, depuis des années, ce qu'il est désormais convenu d'appeler « *la panne de l'ascenseur social* ». Un ouvrage paru au début de l'année 2009 révèle ainsi cet inquiétant paradoxe : en dépit de leurs diplômes supérieurs, un grand nombre de trentenaires et de quarantenaires n'arrivent plus à se maintenir à la position sociale acquise par leurs parents.

Face au risque grandissant du *Déclassement* – et donc à la mise en péril du sens même de notre pacte républicain – il est donc impératif que la gauche dégage de nouveaux outils permettant aux individus de s'adapter aux aléas auxquels ils sont confrontés tout au long de leur vie. Elle doit offrir des solutions à cette question que se pose chacun : la gauche « *peut-elle m'aider à ouvrir les chemins du possible* » ?

Je n'aurai ni l'ambition, ni la prétention, de vous présenter ce soir le catalogue complet des mesures à prendre pour y parvenir. La rédaction d'un programme de gouvernement est une tâche qui suppose le temps, les moyens et les expériences d'une large équipe. Mais c'est l'embryon de cette équipe que j'espère faire naître, ce soir, avec vous, en fixant une priorité et des perspectives.

Le moyen prioritaire : l'investissement dans le capital humain

A l'instar d'Anthony Giddens, je suis convaincu que notre « *ligne directrice [doit] être l'investissement dans le capital humain chaque fois que cela s'avère possible, plutôt que le financement direct de mesures de soutien économique. Nous devrions [donc] substituer à l'Etat-providence, l'Etat comme investisseur social* ». Et si certains craignent de voir dans cette ligne une trahison sociale-libérale, qu'ils se rassurent en lisant le dernier livre publié par Jacques Delors dont nul n'a jamais douté de l'intégrité !

Écrit avec Michel Dollé, *Investir dans le social* invite la gauche à attaquer les inégalités en amont pour viser davantage, comme je l'indiquais il y a un instant, leur prévention que leur réparation. A tous les âges de leur vie, les populations les plus fragiles – enfants de familles monoparentales, jeunes sans diplôme, travailleurs précaires... – doivent donc pouvoir compter sur la solidarité nationale pour obtenir la formation nécessaire à leurs projets.

a) Mieux investir dans l'éducation

Mieux investir dans l'éducation suppose, sans doute, en premier lieu, des moyens financiers et humains supplémentaires et surtout mieux ciblés, mieux répartis. Un tel effort est possible puisque la France ne consacre aujourd'hui que 5,8% de son PIB aux dépenses publiques d'éducation contre 7,6% en Suède et en Norvège. Mais nous aurions tort de croire que la lutte contre l'échec scolaire se résoudra simplement par la création de postes. S'il faut réduire le nombre d'élèves par classe en ZEP, il faut, dans ces quartiers, des professeurs mieux préparés, mieux formés et mieux payés en majorant de 100% leurs salaires. Pour réformer l'école, nous devons recréer un pacte de confiance entre la gauche et les enseignants.

Mieux investir dans l'éducation implique, en outre, une meilleure prise en charge du temps extra-scolaire. Les causes de l'échec scolaire tiennent en effet plus à ce qui se passe « en dehors » de l'école qu'à ce qui s'y passe en son sein. La mise en place d'un soutien gratuit pour tous pourrait répondre à cet objectif. Appuyé sur le réseau associatif et encadré par des assistants d'éducation, ce soutien garantirait une assistance personnalisée, en dehors des heures de cours, aux enfants en difficulté. Sa mise en place dès le cours préparatoire permettrait d'éviter l'une des plus grandes sources d'injustice sociale, à savoir l'orientation trop précoce.

Mieux investir dans l'éducation exige encore – justement – un changement complet de la politique d'orientation. Nous devons passer d'une logique de l'orientation par défaut à une logique de parcours éducatif construit. A partir de l'entrée au collège – moment clef et difficile pour les adolescents – tout cursus devrait comporter un ensemble de projets fondés sur des activités encadrées et donnant lieu à la production d'un livret de projet personnel d'orientation. La création d'un service public d'orientation – intégrant et améliorant les dispositifs existants – devrait également permettre de mieux informer les jeunes des débouchés offerts par chaque voie de formation.

Je ne supporte pas que 150 000 jeunes, tous les ans, sortent de notre système sans diplôme ! Je ne supporte plus que les déterminismes sociaux sélectionnent nos élites de demain ! Être de gauche, c'est aussi être révolté contre ces situations inacceptables, intolérables !

Mieux investir dans l'éducation suppose aussi, au sommet de la pyramide, d'engager une réforme complète et ambitieuse de l'enseignement supérieur. Nous vivons aujourd'hui sur le mythe du libre accès à l'Université. Or, si le nombre d'étudiants a bel et bien doublé en 30 ans, 40% d'entre eux échouent dès la fin de la première année. Sortir ces jeunes de leur impasse doit être l'une des « nouvelles frontières » de la gauche. Nous le pourrons, sans revenir sur le principe d'autonomie des Universités, en augmentant les investissements publics, en généralisant les partenariats avec les entreprises et le monde de la recherche, en favorisant les voies professionnalisantes et l'alternance...

Mieux investir dans l'éducation n'interdit pas, enfin, de généraliser les expériences qui font la preuve de leur efficacité ! Je suis convaincu qu'il faut réinventer les formes de l'élitisme républicain. En 2005, j'ai eu l'honneur d'être le rapporteur d'une proposition de loi garantissant l'accès des classes préparatoires aux meilleurs élèves des lycées en ZEP. Basés sur des critères territoriaux, des dispositifs d'action positive pourraient créer dans ces quartiers une véritable émulation en réouvrant la perspective d'ascension sociale. Le succès des expériences conduites, sur ma circonscription, au lycée Robert-Doisneau de Corbeil-Essonnes mériterait donc que la loi étende, sur tout le territoire national, ce type de dispositif.

b) Mieux investir dans la formation et l'entreprise

Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Après l'éducation scolaire, la formation professionnelle doit être le second maître mot de la gauche de ce début du 21^{ème} siècle. Jacques Delors a raison de dire que « *l'instruction tout au long de la vie est au coeur de la problématique de la responsabilité et de la solidarité* ». Or ce chantier, mes chers amis, reste aujourd'hui largement en friche !

Bien que la formation professionnelle ait mobilisé en 2006 plus de 34 milliards d'€, le rapport de la Cour des comptes publié en octobre 2008 est sans appel : « *malgré cet important effort consenti par la nation et en dépit de multiples réformes, écrit-elle, notre système de formation professionnelle peine à répondre aux exigences nouvelles qui lui sont assignées* ».

Si le nombre de ses bénéficiaires progresse, les demandeurs d'emploi ne représentent qu'un septième d'entre eux et les travailleurs peu qualifiés y sont tout aussi mal représentés. Actuellement, la formation professionnelle profite ainsi, dans la grande majorité des cas, aux salariés qui en ont le moins besoin ! Il est donc urgent de la réorienter en faveur des travailleurs les plus exposés aux aléas économiques surtout aujourd'hui.

Et il est indispensable, en outre, de mieux adapter les formations offertes aux besoins des entreprises. Trop longtemps la gauche est restée prisonnière du schéma marxiste limitant l'entreprise au lieu d'exploitation du travail. Cette vision étroite et caricaturale est aujourd'hui dépassée dans le monde occidental. Dans l'immense majorité des cas – et je pense notamment aux petites et aux jeunes sociétés – l'entreprise est un lieu où patrons et salariés partagent leurs efforts comme leurs espoirs.

Le succès des Sociétés coopératives de production (SCOP) mais aussi du micro-crédit montre que le marché n'est pas en reste pour créer, de lui-même, des formes d'entreprise qui jettent les bases d'un modèle de développement durable et solidaire. Et les leçons tirées de la crise actuelle obligent une gouvernance plus transparente, plus démocratique, des entreprises.

Il y a évidemment des comportements insupportables de la part de certains chefs d'entreprise – irrespect du salarié, prédation, cupidité – qui sont révoltants mais il y aussi – et j'en rencontre tous les jours – des entrepreneurs qui privilégient le long terme, le capital humain et des valeurs sociales, sociétales et écologiques.

La gauche peut donc, sans crainte, faire sienne une culture entrepreneuriale ; et parmi d'autres mesures – je pense notamment à la création d'une banque publique en faveur des PME ou à la majoration des aides en faveur de l'économie sociale et solidaire – la réadaptation de la formation professionnelle donnera aux jeunes des quartiers défavorisés ce fameux 'coup de pouce' susceptible de libérer les énergies.

C'est ainsi que la gauche trouvera, au coeur même du marché et de l'entreprise, de nouveaux leviers au service de sa lutte contre les inégalités, tout en faisant preuve de pragmatisme, en privilégiant le compromis social, en dépassant les 35 heures, en inventant une flexisécurité à la française. Nous devons tout faire pour soutenir la compétitivité de nos entreprises !

c) Mieux investir dans la culture

« *Investir dans le capital humain* » revient, en dernier lieu, à relancer une politique culturelle à la hauteur du rang de la France. Nous avons la chance de vivre dans un pays dont le rayonnement culturel est international. Mais, faute d'un soutien public suffisant, ce rayonnement menace pourtant de devenir, un jour, celui d'un astre mort. Si notre patrimoine culturel garde encore tout son prestige, la création contemporaine souffre, par contre, d'une cruelle carence de ses moyens. Il est temps que l'apprentissage de tous les arts soit au cœur du projet éducatif.

Mais, l'exemple récent de la loi HADOPI a révélé au grand jour l'incapacité du pouvoir en place à saisir les enjeux et les évolutions technologiques de notre époque. En s'acharnant à défendre un mode de financement dépassé, il prend le risque de tarir les sources de la production musicale et cinématographique. Il nous appartient de trouver des nouvelles ressources et d'adapter les droits des artistes-interprètes de la musique et de la danse, des comédiens, des auteurs et des compositeurs, des producteurs au changement de modèle économique et, par voie de conséquence, à leurs réels manques à gagner.

Je propose que se tiennent des états généraux de la culture pour dépasser la loi HADOPI aujourd'hui inapplicable après la décision du Conseil constitutionnel et que cela soit l'occasion d'une mobilisation exceptionnelle de tous les artistes et de leur capacité de création et d'imagination.

Il est donc impératif que la gauche réinvestisse le domaine culturel pour prendre toutes les actions et dégager tous les moyens nécessaires (par l'engagement des collectivités territoriales, le mécénat...) au maintien d'une création française de premier plan. Elle doit aussi concevoir un nouveau projet pour le service public de l'audiovisuel, mais également réfléchir à la place de la télévision, des multi-medias, de l'Internet, dans la vie quotidienne de nos concitoyens. Anticipons sur les évolutions spectaculaires mais parfois inquiétantes de toutes ces nouvelles technologies – je pense notamment à la dématérialisation du livre ! Soyons pleinement de notre époque !

Par là, la gauche ne servira pas seulement l'image de notre pays ; elle mettra surtout la dernière pierre à son projet car l'épanouissement culturel et artistique a toujours été l'apothéose de la réalisation personnelle de chaque individu.

Mesdames, Messieurs, Mes chers amis,

Partant de la crise d'identité de la gauche, je me suis efforcé devant vous, de définir pour elle un nouveau projet, une nouvelle méthode et de nouveaux moyens. Je l'ai fait et continuerai de le faire – quoiqu'il arrive – avec humilité mais aussi avec détermination. Comme pour beaucoup d'entre

vous ici présents, la gauche est l'engagement de ma vie. Et c'est parce que je l'aime d'une passion qui a traversé ses victoires et ses défaites que je me suis déclaré candidat à l'investiture pour porter ses couleurs en 2012.

II. Qu'est-ce qui justifie ma candidature ?

1. Le refus de se résigner à la défaite

Nous sommes nombreux à penser et affirmer, aujourd'hui comme hier, qu'« *il n'y a pas de fatalité à l'échec de la gauche !* ». Et pour cause !

a) Les atouts du PS

A la tête de 22 régions sur 26, de la majorité des départements et des plus grandes villes de France, la gauche dispose d'abord d'une première ressource inestimable : l'expérience de ses milliers d'élus locaux, de métropole et d'outre-mer. Au plus près des attentes de nos compatriotes, ils mettent en oeuvre et imaginent, au quotidien, des solutions qui savent conjuguer le réalisme économique et le progrès social ; des solutions qui savent répondre aux besoins du présent et anticiper les défis du futur...

Qu'ils gèrent des villes moyennes ou des métropoles, ils contribuent, en effet, en première ligne, à bâtir la civilisation urbaine avec laquelle se confond notre avenir. 80% de la population mondiale sera citadine en 2025. C'est donc bien l'avenir de la planète et de l'espèce humaine qui se joue dans les villes. Au Sud, et je pense bien sûr à l'Afrique, confronté à des défis redoutables (celui de la faim et des bidonvilles), en Chine ou en Inde exposées au choc démographique et à un capitalisme débridé, mais aussi, n'en doutons pas, dans nos villes où s'inventent les règles du « vivre ensemble » de notre siècle. Et si les défis écologiques comme le réchauffement climatique appellent, bien évidemment, des décisions planétaires – le sommet de Copenhague sera, à ce sujet, une étape capitale –, ils impliquent tout autant des mesures concrètes, prises au niveau des villes, pour économiser l'espace et l'énergie, inventer de nouveaux systèmes de transport.

A tout égard, il est grand temps que ces expériences irriguent davantage les réflexions et les propositions défendues rue de Solferino ! J'ai la conviction absolue que le PS en sortirait revivifié.

La gauche dispose également de plusieurs thinks-tank regroupant des spécialistes reconnus dans les divers domaines de l'action publique. Elle peut puiser aussi dans les réflexions novatrices d'un syndicalisme français en pleine mutation. Les chercheurs et les experts dans toutes les sphères sont nombreux à ne pas vouloir laisser s'abîmer l'espoir que les idées puissent influencer sur le cours du monde ! A nous de traduire maintenant leurs travaux et leur réflexions en une offre cohérente et intelligible pour l'ensemble de nos concitoyens !

Fort de ces atouts – et je n'oublie pas nos militants et nos sympathisants désintéressés et dévoués – la gauche pourrait donc dégager, au cours des 3 prochaines années, des moyens propres à servir notre projet en faveur de l'autonomie individuelle, dans tous les compartiments de la vie sociale. Et par cette régénération complète de sa pensée, elle aura rempli la première condition de sa reconquête du pouvoir.

b) La chance des primaires

Mais il est une autre condition toute aussi essentielle à la victoire, celle de l'organisation de primaires ouvertes et populaires. Si le Parti socialiste ne saisit pas l'opportunité qu'elle représente, il est probable qu'il laisse alors s'échapper sa dernière chance de battre la droite en 2012. Et c'est aussi pour souligner l'importance majeure de cette procédure que j'ai voulu m'y porter candidat.

D'autres, avant moi, s'en sont déjà faits les brillants avocats ; et je veux saluer ici la qualité du récent rapport présenté et co-signé par Arnaud Montebourg et Olivier Ferrand. Mais je souhaiterais développer ce soir, d'autres raisons pour lesquelles l'organisation de primaires me paraît décisive.

A la différence d'autres, je suis convaincu qu'il est désormais impérieux d'arrêter l'hypocrisie. Depuis la publication du *Coup d'Etat permanent*, le PS feint d'ignorer, comme Tartuffe, la présidentialisation du régime qu'il « *ne saurait voir* ». Toujours mal à l'aise avec l'ego, le PS aimerait croire que le programme est tout et le candidat n'est rien d'autre que son humble incarnation... Cette tartufferie pourrait bien finir par lui être fatale ! Compte tenu de la personnalisation croissante de la politique et de nos institutions, il n'est plus possible de traiter de la question du leadership une fois seulement que les questions de fond sont résolues. Or la mise en place de primaires – et c'est une certitude que même ses adversaires craignent – permettrait justement de trancher enfin cette lancinante question de leadership.

L'organisation de primaires serait également l'occasion pour le PS de s'accorder aux mutations de la démocratie. Depuis de nombreuses années, l'ensemble des politologues souligne, en effet, la crise de la représentation et la progression de nouvelles revendications démocratiques. Dans son dernier ouvrage, Pierre Rosanvallon déclare ainsi sans ambages : « *les conditions de la légitimité d'un pouvoir ont changé. On ne peut plus se contenter de l'élection pour acquérir une pleine légitimité* ». La vieille ligne de partage qui distingue ceux qui proposent et ceux qui votent est de moins en moins conforme aux évolutions de notre époque. Du même coup, l'idée selon laquelle un parti pourrait être, à lui seul, porteur d'un projet clé en main pour transformer la société se trouve, elle aussi, condamnée.

Quoiqu'il nous en coûte, il nous faut enfin admettre que le politique ne peut plus avoir la prétention à totaliser la société car il n'est plus tout. Mais le fait qu'il ne soit plus tout ne le condamne pas pour autant. Car si le politique n'est plus tout, il est plus que jamais présent dans tout. Il irrigue toutes les dimensions de la vie sociale et de manière croissante car son intervention ou ses arbitrages sont de plus en plus requis dans une société complexe où aucune solution ne va facilement de soi. Simplement, au lieu d'intervenir en position de surplomb sur le mode directif, il ne peut agir qu'en interaction avec les autres acteurs économiques, sociaux ou culturels. Son action est désormais plus horizontale que verticale à l'instar de la révolution Internet. La mise en place de primaires s'inscrirait parfaitement – de toute évidence – dans une telle perspective.

Elle permettrait enfin d'engager une rénovation profonde de la structure et du fonctionnement du PS. Depuis l'époque où « *prendre sa carte* » engageait l'identité et la vie d'une personne toute entière, les formes de l'engagement politique ont profondément évolué. Le temps n'est plus où le militant était cette figure crainte et respectée de moine-soldat d'une avant-garde éclairée. Comme le note Marcel Gauchet, « *le développement de l'individualisme transforme le rapport à la politique : l'individu contemporain n'est pas un militant. Il est un observateur du champ politique plutôt qu'un acteur véhément* ». Si le PS veut que son discours retrouve prise dans la société, il est urgent qu'il puisse s'ouvrir, au moins le temps d'une primaire, à des formes plus *soft* d'enrôlement...

L'organisation de primaires permettrait, en dernier lieu, de jeter les bases de cette Maison commune que d'aucuns appellent de leurs vœux pour la gauche. La désignation d'un candidat unique pour la présidentielle créerait, peut-être, les conditions d'un rapprochement étroit et durable des différentes formations – à condition qu'elles élaborent un contrat de législature, qu'elles s'ouvrent à toute la société et à celles et ceux qui veulent bâtir une alternative crédible à la droite. S'il faut s'efforcer de rassembler au maximum – et j'y prendrai toute ma place – cette ambition n'implique pas, disons le nettement, la recherche, à tout prix, d'une impossible synthèse entre des positions inconciliables, notamment avec ceux qui ne veulent pas gouverner, qui se réclament du « che guevarisme » ou qui refusent la construction européenne. Nous devons refuser

de subir la pression de l'extrême gauche dont les accusations de trahison ont trop souvent alimenté notre mauvaise conscience.

Les questions du dépassement du « Parti socialiste » et de son changement de nom pourraient alors être résolues sans susciter les crispations habituelles sur ce sujet... Mais là aussi il faut de la vérité ! Je crois que le mot « socialisme » hérité des concepts du 19^{ème} siècle contribue aujourd'hui à brouiller notre identité. Nous devons, bien sûr, privilégier la clarté du projet au fétichisme des mots. Un changement de nom serait un signe clair de notre transformation.

Osons « *en finir avec le vieux socialisme... pour être vraiment de gauche !* »

2. Faire renaître une « envie de gauche »

Mesdames, Messieurs,
Mes chers amis,

Comme vous le voyez, la tâche qui nous attend est immense et – pour utiliser, à mon tour, cette image très célèbre – elle nous promet aussi sa part de « *de sang et de larmes* ». Mais je ne doute pas un instant, ni du sens de notre combat, ni des chances de notre victoire ! Et c'est pourquoi j'ai souhaité, dès maintenant, lancer un message d'espoir en déclarant ma candidature à l'investiture des primaires.

Comme beaucoup d'entre nous, j'ai été frappé par l'atonie des instances dirigeantes du PS au lendemain de notre défaite aux élections européennes. Était-ce l'effet de la tétanisation ou le produit de l'épuisement ? Notre dernier Conseil national a été dominé par une ambiance mortifère : aucun cri, aucune colère, aucune espérance – donnant ainsi raison à Bernard-Henri Lévy disséquant ce « *Grand cadavre à la renverse* » !

C'est parce que je n'accepte pas l'idée que la gauche puisse « mourir à petits feux » ; c'est parce que je ne supporte plus nos rituels d'après défaite – ces rituels où chacun annonce « *Rénovation, rénovation, rénovation* » pour que rien ne bouge ; c'est parce que je suis convaincu que la gauche n'est plus la gauche lorsqu'elle se résigne ; c'est pour toutes ces raisons que j'ai voulu dire, à tous ceux de ma génération et aux autres : *N'ayez pas peur ! N'écoutez pas ceux qui vous disent qu'il faut réformer « pas à pas » !* Si nous avançons « *pas à pas* », j'en suis persuadé, c'est vers notre disparition que nous irons !

Ces propos ne sont pas ceux d'un imprécateur solitaire ; leur but est au contraire d'inviter tous les nouveaux talents à prendre leurs responsabilités : il ne faut plus qu'ils se meurent dans les calculs et les filets de l'appareil !

Alors, bien sûr, il s'en trouve toujours, dans ces circonstances, pour dénoncer une nouvelle atteinte à l'unité du Parti ; pour rabaisser la démarche à un simple calcul personnel ; ou pour dire leur « *tristesse* » de voir un plus jeune menacer leur ambition blessée. A tous ceux là, je veux dire : sortez du bois, oubliez vos rancœurs et débattons ensemble de nos projets devant les français !

Soyez sûrs, mes chers amis, que j'irai à cette confrontation avec détermination et confiance. Depuis mon engagement au PS – il y a maintenant de nombreuses années... – j'ai eu maintes occasions de raffermir la force de mes convictions par l'expérience des réalités. J'ai d'abord eu la chance et l'honneur de travailler au plus près de deux des plus grands Premiers ministres de la gauche française : Michel Rocard et Lionel Jospin. A leur contact quotidien, j'ai appris ce qu'était la charge de diriger un pays face aux grands défis du monde ; mais j'ai aussi appris, et peut-être plus encore, que la politique est avant tout une éthique – celle de la vérité.

Élu député depuis 2002, je me bats à l'Assemblée nationale pour faire entendre, avec mes collègues, la voix d'une gauche pugnace et responsable au plan national.

Élu de banlieue depuis 20 ans, aujourd'hui à la tête de l'équipe municipale, formée d'élus de gauche et d'écologistes, qui anime l'une des villes les plus jeunes de France, je suis confronté chaque jour aux questions et aux défis de notre époque, là où vit le « *nouveau prolétariat* » des banlieues, si souvent oublié des pouvoirs publics. Avec ses atouts et ses carences, Evry condense sur son territoire tous les enjeux de la modernité : celles de l'intégration économique et de l'innovation technologique, celles de la laïcité et du multiculturalisme, celles de la sécurité et de la démocratie locale, celles du développement durable et de la rénovation urbaine – en un mot celle des règles du « vivre ensemble » et d'une nouvelle identité nationale dans la France du 21^{ème} siècle.

Il ne serait pas absurde, et il serait même logique – et quel beau projet pour la gauche ! – que ce soit le maire d'Evry qui succède en 2012 – en 2012 parce que je ne veux pas attendre 2017, parce que je ne le souhaite pas pour la France qui a besoin de justice sociale – au maire de Neuilly...

Je crois aujourd'hui légitime d'utiliser cette expérience pour porter notre combat au plus niveau. Et puis quel beau pays la France, qui permet à un fils d'espagnols, lui-même né à Barcelone, naturalisé en 1982, de penser aux plus hautes fonctions ! C'est cette France que j'aime et que je veux faire aimer notamment par sa jeunesse, cette jeunesse qui doute de l'avenir !

Il ne s'agit pas seulement d'un destin individuel, je suis lucide et je connais la difficulté de l'entreprise. Il s'agit d'abord de créer les conditions d'un mouvement collectif auquel je demande à chacun de s'engager.

Persuadé que notre pays a un « *besoin de gauche* », d'optimisme, je veux, avec vous tous, faire bientôt renaître en lui, une « *envie de gauche* », oui, une très belle envie de gauche !